



28/01/2025

## Billet de la FSU – Budget 2025 Un plan social qui ne dit pas son nom !

Dans sa première vidéo publiée sur Mascaret le **DGS** annonçait : « la période exige d'être transparent sur les orientations données par l'exécutif départemental et par notre président et je me fais ici également le relai de ces décisions [...] Ce budget s'élabore dans des conditions particulièrement difficiles [...] qui va nous obliger à concevoir et exécuter nos politiques publiques avec peut-être parfois moins de moyens pour pouvoir accompagner les girondines et girondins.

Dans sa dernière vidéo publiée sur Mascaret le **DGS** annonçait : « Nous ne pourrons plus renouveler l'ensemble des fins de contrats et des départs de la collectivité [...] Un suivi sera organisé tout au long de l'année en lien avec les représentants du personnel, et nous ferons des choix en prenant soin des personnes et des évolutions des activités et des services »

**« Nous devons la transparence de nos décisions », « Entendez bien, les agentes et les agents ne seront jamais des variables d'ajustement » **Directeur Général des Services et Président le 18.12.24****

Au mois de décembre, le **Président** réunissait l'ensemble des OS pour annoncer en millions les économies devant être faites, et les impacts des restrictions budgétaires sur les ressources humaines.

Au regard des chiffres annoncés, pour le moment, nous estimons à minima à 250 le nombre de postes gelés ou de contrats non renouvelés

Pour autant, le **Président** nous avait assuré, qu'il n'y aurait pas de non-reconductions brutales de contrats mais plutôt des postes non remplacés, tout en privilégiant la mobilité et la formation

Depuis, au fil des jours et des semaines, nous sommes sollicités, ici et là, par des collègues nous alertant sur des postes gelés, des fins de contrats, des fins de partenariats, de subventions, d'aides financières, de fournitures, des frais professionnels plus aléatoires, des consignes incitatives pour limiter l'utilisation des véhicules personnels, des frais éducatifs avec parfois en balance la question des primes et de la rémunération.

Alors, en attendant, les collègues font le dos rond car en termes de transparence, les décisions tombent les unes après les autres et sont subies.

Les **DGA** nous expliquent, que pour le moment, ils ne peuvent pas en dire plus, le budget n'étant pas officiellement voté et le **DGS** explique qu'un suivi sera organisé tout au long de l'année en lien avec les représentants du personnel.

En réalité, nous ne sommes pas seulement des caisses d'enregistrement. La FSU Territoriale ne sera pas caution pour le Département de ces décisions, car, pour notre part, nous ne sommes pas, non plus, dans une cogestion, loin de là.

Comme les collègues, nous avons besoin de savoir concrètement comment et avec qui nous allons travailler l'année prochaine. Il en va de l'accompagnement des girondins et des girondines, que nous rencontrons quotidiennement dans l'exercice de nos missions. Nous leur devons un discours de vérité et de transparence sur nos capacités à pouvoir répondre ou non à leurs besoins.

- **Combien de postes gelés ? Dans quel service ?**
- **Combien d'activités suspendues ? Où ?**
- **Combien de moratoires ? Où ?**
- **Combien de fins de contrats ? Où ?**
- **Combien de partenaires associatifs impactés ? Lesquels ?**
- **Combien d'aides financières impactées ?**
- **Combien de missions prioritaires ? Lesquelles ?**

Le dialogue social est actuellement suspendu au vote du budget, à la fin du mois de mars 2025 et nos discussions dans ce cadre atteignent un niveau de langue de bois inégalé. Loin de se contenter de ces réponses, la FSU Territoriale pousse le dialogue et obtient parfois des éléments échappés qui viennent fissurer la communication départementale.

**Les collègues contractuels concernés par ce plan social qui ne dit pas son nom, doivent savoir, le plus tôt possible, s'ils doivent ou non s'inquiéter de leur avenir, commencer à chercher un emploi, pour ne pas apprendre du jour au lendemain de manière brutale et déshumanisée la non reconduction de leur contrat.**

Monsieur le **DGS**, vous évoquez les représentants du personnel dans votre communication. **Nous vous sollicitons pour vous demander de nous communiquer les propositions détaillées, concrètes et opérationnelles des orientations budgétaires soumises au vote au mois de mars 2025**

Notre syndicalisme n'est pas d'instrumentaliser certaines difficultés. Mais nous avons une obligation de rendre des comptes à nos collègues en tant que représentants élus du personnel.

La FSU Territoriale est venue soutenir le 14 décembre 2024 la Fonction Publique Territoriale et l'outil de travail de nos collègues lors d'une manifestation à l'initiative du Président Gleyze. **Dans cet esprit, nous revendiquons un plan de résorption de l'emploi précaire, le respect du dialogue social et la réponse à nos différentes interrogations.**

**Ce plan social, ne portant pas son nom et semblant se mettre en œuvre au sein de notre collectivité, doit être présenté et négocié avec l'ensemble de la représentation du personnel.**